

Déclaration CFE-CGC suite consultation économique et financière 2024 de France Travail Grand Est.

Nous sommes ce jour consultés sur la situation économique et financière de France Travail Grand Est. Nous ne pouvons raisonnablement pas occulter cette consultation de celle réalisée au niveau national.

Cette consultation, qui se répète chaque année selon un rituel immuable, avec en parallèle un lot de consultations où la Direction attend davantage l'émission d'un avis que l'avis en tant que tel (preuve en est les avis d'expertise qui sont peu ou pris en compte), voici donc venu le temps de la consultation sur la Situation économique et financière de France Travail Grand Est. Cette année, davantage que les années précédentes, la colère, autrefois sourde, désormais gronde intensément !

Le budget est désormais amputé, avec une perte de sens et de lisibilité, une stratégie erratique sous le dogme de l'efficacité. Après la rentrée des classes c'est désormais la «rentrée des casses» :

- Casse de la confiance... avec des décisions qui semblent en contradiction avec les visions/valeurs fraîchement révélées. (tout ça pour ça ?)
- Casse de la transparence... puisque trop souvent nous sommes confrontés à des informations tronquées ou incomplètes.
- Casse de l'humain... les situations individuelles des agents sont de plus en plus problématiques et des directions complètes sont aujourd'hui en souffrance
- Casse du dialogue social... sous les coups de boutoirs de nos tutelles mais, surtout, une réelle casse budgétaire !

C'est le piège d'un budget en recul face à des ambitions démesurées et même si vous rappelez dans votre dernier message, madame la Directrice Régionale, qu'il faut garder en tête les indicateurs stratégiques, car les autres, renommés dorénavant « repères », n'étant que des moyens de les atteindre, il s'avère que sans moyen suffisant, les objectifs seront difficilement atteignables. Après une étude assidue des différents documents fournis, la CFE-CGC vote contre ces orientations.

Déclaration CFE-CGC suite consultation économique et financière 2024 de France Travail Grand Est.

Malgré les efforts louables des collègues, malgré la qualité du travail accompli, le constat est sans appel : le compte n'y est pas ! Il révèle une incohérence majeure entre les objectifs fixés et les moyens alloués.

La direction générale nous demande de relever le "grand défi" de la Loi pour le Plein Emploi, incluant l'inscription de 1,2 million de bénéficiaires du RSA et la prise en charge de plus de 50 000 nouveaux travailleurs handicapés d'ici 2027. Or, dans le même temps, au niveau national, les dépenses d'intervention ont connu un recul de 14,4 % en 2024, et le budget 2025 prévoit une nouvelle baisse de 2,5 %. Ces chiffres sont une preuve que nos moyens ne sont pas à la hauteur de nos ambitions. Comment pourrions-nous accomplir davantage avec moins de ressources ? Nous ne pouvons le cautionner, ni donner un blanc-seing à ce qui peut sembler être un leurre.

L'illusion de « l'efficience » et de l'intelligence artificielle

Pour combler ce fossé, la direction mise sur une "démarche d'efficience" et le déploiement d'outils d'intelligence artificielle. Elle nous promet que ces outils vont "libérer du temps" pour nos usagers. C'est un pari risqué et une solution en partie chimérique ou du moins en trompe-l'œil. La CFE-CGC ne peut accepter que la réussite de la transformation de notre établissement repose sur de simples gains d'efficience quantitatifs, sans budget suffisant pour garantir un service de qualité et un accompagnement humain efficace.

Voter contre n'est pas un vote de blocage, mais un vote d'alerte.

Ce vote défavorable semble être le seul moyen d'être entendu à la fois par la Direction régionale, générale et par nos tutelles. Nous réitérons donc nos revendications :

- Pour exiger un budget à la hauteur des missions de France Travail.
- Pour refuser que les ambitions affichées masquent un manque de moyens criant.
- Pour que notre expertise et notre engagement ne soient pas sacrifiés au profit d'une "efficience" partielle qui nous met en difficulté.

A la CFE-CGC, nous ne baisserons jamais les bras, ni ne renoncerons à défendre notre institution, nos usagers et les agents de France Travail.